

Thomas Sauvadet

Chercheur associé au CESAMES - Centre de recherche, Psychotropes, Santé Mentale, Société : UMR 8136 (CNRS - Université René Descartes Paris V) ~ U 611 (INSERM).

Adresse postale : 9 rue du 2 décembre 1870, 94 360 Bry-sur-Marne

Adresse électronique : thomassauvadet@hotmail.com

Téléphone : 06 64 73 44 01

## **L'ESPACE PUBLIC D'UNE CITÉ HLM : ENTRE ABANDON ET APPROPRIATION**

On parle souvent des « habitants des cités » et des « jeunes des cités », comme si le simple fait d'habiter en cité suffisait à créer une « catégorie sociale ». Malgré le lent processus d'homogénéisation par le bas qui s'est mis en place à la fin des années 1970, les cités HLM d'aujourd'hui hébergent encore une population hétérogène, où l'on ne trouve pas que des pauvres et des immigrés. C'est cette diversité que l'article qui suit souhaite mettre en valeur.

### **Présentation**

La cité étudiée (3000 habitants) se situe dans la banlieue sud de Paris, dans une ville de taille moyenne (25000 habitants)<sup>1</sup>. Ce quartier est considéré par les élus locaux, les policiers du commissariat le plus proche et les travailleurs sociaux comme « la cité la plus calme » des trois plus grands ensembles HLM de la ville. La cité est desservie par une ligne de bus et bénéficie d'un cadre relativement aéré (arbres, pelouses, etc.) et de nombreuses infrastructures (petit centre commercial, antenne de la poste, écoles, centre socioculturel, terrain de pétanque et terrains de sport, table de ping-pong en béton, bacs à sable, buttes de terre et toboggans...). Sa population est composée d'environ 40% d'ouvriers, 30% d'employés, 20% de professions intermédiaires et 10% de cadres. Environ un quart de sa population est de nationalité étrangère. Le taux de chômage est supérieur à 10% mais monte à presque 20% chez les moins de 25 ans.

Les données de terrain ici présentées proviennent d'une longue enquête de terrain (entretiens, observation socio-ethnographique) commencée en 2000, terminée en 2003 et publiée en 2006 (Sauvadet, 2006).

---

<sup>1</sup> J'ai accepté la demande d'anonymat qui provenait de certains enquêtés : ni les lieux ni les personnes ne seront précisément nommés. La population de la ville concernée est essentiellement populaire (un tiers d'employés, un tiers d'ouvriers, un quart de professions intermédiaires et environ 10% de cadres). Le taux de chômage avoisine les 10% mais monte à presque 20% chez les moins de 25 ans. Ses cinq cités HLM concentrent presque la moitié de sa population.

Ces données permettent d'analyser les différents modes d'utilisation de l'espace public de la cité HLM en question<sup>2</sup>. Elles mettent notamment en lumière trois modes d'utilisation : 1) l'espace public utilisé comme lieu de passage ; 2) l'espace public utilisé comme lieu de vie ; 3) les usages intermédiaires. Nous allons à présent explorer chacune de ces modalités l'une après l'autre<sup>3</sup>.

## **Les « repliés » : la rue comme simple lieu de passage**

Après une vingtaine d'entretiens avec des adultes issus des « petites classes moyennes » (jeunes couples, ouvriers qualifiés, petits entrepreneurs...), nous constatons que ces derniers mettent en place des stratégies de repli sur la sphère privée et des stratégies de démarcation avec le reste de la population. Ils installent une distance : je les appelle les « repliés ». Dans la rue, ils sont davantage sensibles aux incivilités, aux bruits, aux dégradations et aux odeurs, à l'agressivité verbale et physique qu'ils repèrent. Antoine, 46 ans, infirmier célibataire, témoigne :

*« C'est devenu un peu la zone ici. Avec les tags, la drogue et tout. La cage d'escalier où j'habite, tu as vu, c'est de pire en pire. Les saletés et tout. A ce qui paraît, pendant longtemps ça a été la cage d'escalier la plus calme, elle était préservée par l'Office [l'office HLM] à ce qui paraît, mais... Le voisin du dessous, il a une dizaine de gosses et depuis qu'ils sont arrivés, la cage d'escalier ça craint de plus en plus. La dernière fois, j'ai surpris deux de ses gosse en train de pisser dans le hall d'entrée. Non moi la cité ça me dit rien, même si c'est pas la pire des cités. Moi je fais ma vie loin d'ici. Ensuite je rentre chez moi. Même les commerces du quartier j'y vais jamais. C'est cher et y'a pas assez de choix, et puis je préfère aller ailleurs. Ça fait cinq ans que je suis dans cet appartement, mais je compte pas y rester. Dès que j'ai ma promotion je vais chercher ailleurs. J'élèverai pas mes enfants ici. »*

Sur cet espace public jugé dégradé et dégradant, les « repliés » ne semblent pas très à l'aise, à l'instar de leurs fils et de leurs filles qui redoutent certains jeunes issus des familles les

---

<sup>2</sup> L'espace public s'envisage ici d'un point de vue pratique, et non juridique ou philosophique. Il correspond aux endroits à caractère public où l'on observe une vie sociale : halls d'immeuble, café et centre social de la cité, etc., en plus de la rue proprement dite.

<sup>3</sup> Les informations présentées proviennent d'observations et d'entretiens. Le nombre limité de données (en ce qui concerne les adultes résidents du quartier, pour les jeunes voir : Sauvadet, 2006) ne permet pas une projection à l'ensemble de la population. Il repère simplement des ensembles et des tendances.

plus pauvres, souvent des familles nombreuses et immigrées. Des jeunes qui tournent en rond au bas des tours et qui parfois les insultent, les volent voire les agressent<sup>4</sup>. Julien, 15 ans, témoigne :

*« Ils m'ont taxé mon ballon de basket. La semaine dernière, je jouais avec mon pote Benjamin. Tranquille, on se faisait des petits paniers quand ils sont arrivés à dix et on a été obligé de faire un match. Après, nous on devait rentrer chez nous, mais eux ils voulaient continuer à jouer, donc on a été obligé de leur laisser le ballon. Depuis, il a disparu. Pourtant ils avaient juré de me le rendre vite mais bon je savais, c'est ça, c'est comme ça avec eux. Maintenant, moi et Benjamin, on va s'entraîner sur un terrain à côté de la cité, pas dans la cité, c'est trop grillé comme plan ça. Et puis sinon on joue en club. »*

La sœur de Julien, 14 ans, abonde dans le même sens : *« Moi, y'a des filles, des Blacks, elles traînent toujours à côté du supermarché, elles sont toujours en train de parler sur les gens et quand je passe à côté d'elles, elles m'insultent. La dernière fois, j'ai même entendu "sale blanche", tu vois. Elles disent que je fais "la belle", ça veut dire que je me la raconte, alors que je fais que passer. Moi aussi j'évite de traîner dans la cité, ça sert à rien de chercher les problèmes. »*

Parallèlement, les « repliés » peuvent se dispenser de fréquenter cet espace, du fait qu'ils ont (du moins plus que les autres résidents) les moyens économiques de quitter leur zone d'habitation et de gagner des espaces de loisir, de détente, de consommation. Du fait qu'ils ont (plus que les autres résidents) des obligations (professionnelles, scolaires, associatives...) à l'extérieur de leur quartier. Du fait qu'ils partent plus régulièrement en vacances et que leur foyer est relativement confortable et suffisamment équipé (chambre personnelle, équipements hi-fi vidéo...).

Pour toutes ces raisons, l'espace public de leur zone d'habitation ne correspond pour eux qu'à un lieu de passage. Avec le temps, ils développent néanmoins un petit réseau de voisinage, souvent homogène socialement, aux alentours de leur cage d'escalier. Ceci est facilité par le fait que les organismes gestionnaires opèrent des rapprochements sociaux (voire ethniques) par

---

<sup>4</sup> Cependant, durant leur adolescence, certains « repliés » tentent de se mêler aux « bandes de jeunes de rue » et sont perçus par ces derniers comme des « fils à papa », qu'ils ne tolèrent qu'à moitié. Ces « jeunes de rue » représentent environ 10% de la population de sexe masculin âgée de moins de trente ans, ce qui représente une centaine de personnes. Quelques « filles de rue » sont également observables. Elles se regroupent pour former des petites bandes. Au bas des tours, ces filles, qui se disent volontiers « garçonnnes », se forgent « une contre-identité adaptée à la sphère publique : leurs discours font de cet endroit un lieu "dur" où elles doivent "être fortes", pour ne pas subir les dominations ou oppressions des autres. », note Stéphanie Rubi (2005, p. 187) lors de son enquête sur les « Crapuleuses ».

immeuble et par cage d'escalier afin de conserver ces petites classes moyennes fragiles. Certains halls sont ainsi connus pour leur mauvais état, d'autres pour leur tranquillité : le moindre acte de vandalisme y engendre un sentiment de décadence et nourrit des projets de départ, comme en témoignent les propos d'Antoine. En attendant, les personnes concernées pratiquent le « cocooning » et aménagent leur intérieur avec minutie.

Leur rapport à l'espace public comme simple lieu de passage correspond par ailleurs à ce que l'on observe dans la plupart des milieux sociaux français d'aujourd'hui, en particulier dans les classes supérieures : les « repliés » ne font ainsi que se conformer à l'usage le plus répandu et à l'usage dominant imposé par les classes supérieures. Il est loin le temps où l'ensemble des milieux populaires envisageaient l'espace public comme un lieu de vie. Le 20<sup>ème</sup> siècle et ses « Trente Glorieuses » ont marqué une rupture avec les siècles précédents :

« "Rentrons chez nous", dit Gavroche sortant d'une maison pour retrouver la rue. En peu de mots, le génie de Victor Hugo exprime la réalité de la vie des couches urbaines prolétarisées. Ce qu'Arlette Farge décrit pour le Paris du 18<sup>ème</sup> siècle vaut encore, toutes choses égales par ailleurs, à la fin du siècle suivant : la rue est l'habitat du peuple, l'espace dans lequel il vit, sinon loge. Car les conditions de logement du plus grand nombre ont si peu évolué en un siècle que la rue reste toujours le complément naturel, l'appendice immédiat du réduit domestique. » (Flamand, 2001, p. 50).

### **Les « installés » : en position intermédiaire**

Les « installés » (quinze entretiens avec des adultes) sont des ouvriers ou des « petits » employés, en CDI, avec souvent trois enfants ou plus à charge. Généralement, la mère reste à la maison. Par rapport aux familles précédentes, le foyer est moins pourvu en appareils électroniques et informatiques ainsi qu'en jouets, en livres, en produits alimentaires frais (fruits, légumes...). Comme « les repliés », « les installés » envisagent le foyer familial comme un espace de jeux, de repos et de repli, mais à un degré inférieur car la surpopulation du domicile familial commence à se faire sentir. Les chambres personnelles tendent à disparaître. Plus populaires dans leurs façons d'être, « les installés » sont moins insécurisés sur l'espace public de leur zone d'habitation, prêtant moins d'attention aux bruits, aux conflits, aux mouvements... Dans cette catégorie, l'espace public commence à être perçu comme « un espace de respiration indispensable » : la mère y rencontre des amies, le père y joue à la pétanque avec des voisins et fréquente le café du coin... Je les appelle « les installés » car ils n'entretiennent pas réellement

un projet de déménagement, du moins sur le court ou moyen terme : seule la retraite, en les délestant de leurs obligations professionnelles, leur permettrait de quitter la cité. Dominique, 49 ans, père de famille et ouvrier qualifié, raconte :

*« La cité n'est pas si terrible que ce que l'on dit. Bon, c'est vrai, y'a des problèmes, du vandalisme, ce genre de chose, mais en gros ça va. Moi j'ai jamais eu de problème. Je connais pas tout ce qui se passe mais à ce que je vois, c'est pas le Bronx. Les jeunes qui traînent, j'en connais quelques-uns, et ils sont pas si méchants. Comme je joue dans le club de foot de la cité, j'ai déjà joué avec pas mal d'entre eux le dimanche matin sur le terrain derrière le centre commercial. Certains me disent bonjour quand je passe dans la rue. Non, vraiment, je ne me sens pas concerné pas ce qu'on dit comme quoi la cité serait dangereuse etc., pour moi ça va. Je compte pas partir. De toute façon ça serait dur. J'attends la retraite pour partir en Ardèche. Ma femme est d'accord. »*

Martine, sa femme, prend la parole : *« Moi aussi j'ai ma vie ici. Mes amies. On se voit tous les jours (entre 16h et 18/19h, elles se rencontrent près d'un bac à sable où les enfants de certaines d'entre elles s'amuse). Ça serait dur de plus les voir, c'est des bons moments. »*

Les trois fils de Dominique et de Martine sont d'ailleurs parfaitement intégrés à l'univers des « jeunes de rue ». Dominique connaît beaucoup d'entre eux grâce à ses garçons (et pas uniquement grâce au club de foot). Ils l'ont déjà aidé à démarrer sa voiture en la poussant lorsque la batterie était déchargée. Ils ont déjà aidé Martine à monter ses sacs lorsqu'elle revenait des courses. Ils n'ont jamais vandalisé la voiture ou le hall d'immeuble de Martine et Dominique, ni cambriolé leur cave, par respect pour leurs fils.

### **Les « précaires » : la rue comme lieu de vie**

Enfin, certains résidents (onze entretiens) sont plongés dans des situations économiques particulièrement difficiles, où l'adulte qui finance le ménage dispose de revenus aléatoires (contrats au SMIC et à durée déterminée, travail non déclaré...) et recourt à l'aide sociale voire au « système D » pour assurer le quotidien d'une famille nombreuse. Les dettes contractées constituent une menace constante. L'aménagement et l'équipement du foyer sont rudimentaires, la surpopulation du domicile familial se fait clairement sentir (bruits, conflits...), de l'avis même des intéressés, comme l'explique Pascal (ouvrier, 46 ans, père de cinq enfants) :

*« Je rentre de l'usine, j'en peux plus. Alors quand je rentre, je me pose dans le canapé et je bouge plus. Les gamins vont jouer dehors parce que je supporte pas leur boucan, moi je dois me reposer, avoir le calme, sinon ma tête explose. Des fois, c'est moi qui sort. Si je suis pas mort, je vais voir les amis du terrain de boules »*

Les « précaires » sont souvent dehors, ils aiment « *prendre l'air* ». Ils connaissent bien la vie sociale du quartier, étant donné qu'ils en sont les principaux protagonistes. Pour cette catégorie de résidents, l'espace public est réellement un « *espace de respiration indispensable* », qui assure parfois des petits trafics ainsi qu'une socialisation fréquemment mise à mal sur le plan professionnel. Thierry, père de famille (quatre enfants) et érémitiste, 39 ans, témoigne :

*« La cité je la connais bien. Je connais tout le monde ici. Tous les commerçants me font crédit (rires). Pourquoi ? Parce que je suis toujours là. J'ai plein de choses qui me collent aux doigts tu peux me croire. Y'a un voisin qui répare ma 4L (petite voiture) pour rien. Y'a Jean-Mich avec qui je tape le carton (je joue aux cartes) au café ou la pétanque. Y'a les lascars du quartier, qui me connaissent tous et qui me vendent des trucs pas hors de prix comme dans le commerce normal. C'est eux les vrais escrocs ! Le commerce légal ! Non, je suis chez moi ici, y'a qu'des gens bien ici (petit sourire ironique avant de prendre un air beaucoup plus sérieux). Tout ce que j'espère c'est arriver à garder cet appartement ! »*

Le comportement de ces résidents est très variable envers les « jeunes de rue », envers les « *lascars* » comme les appelle Thierry. Ils peuvent les connaître (grâce aux réseaux amicaux de leurs fils par exemple) et traficoter avec eux, ou s'en tenir à l'écart et les percevoir comme un danger supplémentaire. Certains « précaires » ne disposent plus de l'énergie nécessaire à une vie sociale et demeurent en permanence chez eux. Mohamed, 26 ans, chômeur et jeune de rue, nous donne quelques exemples :

*« Mon père, depuis son accident de travail, il reste allongé, devant la télé. Il sort jamais, alors moi je suis toujours dehors, je le supporte pas. La mère de Karim c'est pire. Depuis que son mari est en prison, elle mélange les alcools et les antidépresseurs. Elle aussi elle sort jamais, sauf pour acheter des clopes et du pain. Elle est tellement flippée qu'elle nous regarde*

*toujours d'un sale œil, comme si on allait l'agresser pour lui voler ses clopes et ses pièces jaunes. J'te jure n'importer quoi ! »*

Les « précaires » sont pris dans une lutte quotidienne pour maintenir le peu qu'ils ont. Pour eux, rester à la cité, cela veut dire avant tout conserver un toit. Ils ne songent au déménagement qu'en cochant et grattant les jeux d'argent et de hasard dont ils sont de gros consommateurs, à l'instar de leurs fils, qui forment le gros des troupes des « bandes de jeunes de rue ».

L'enquêteur aperçoit et rencontre toujours les mêmes garçons dans les rues. Ils déambulent, encombrant les halls d'immeuble, occupent les terrains de sport et les sous-sols, le café du coin et le centre social, d'autant plus qu'ils ne partent pas en vacances, sont rapidement déscolarisés et souvent au chômage, et qu'ils évitent de rester chez eux. Affite, 19 ans, raconte :

*« J'ai rien à faire en ce moment, et je peux pas rester chez moi, trop d'embrouilles avec les parents, avec les sœurs, tu vois. Alors où tu veux que je sois ? J'ai pas le choix, c'est la rue ! C'est comme ça pour tous les lascars que tu vois traîner dehors. »*

Les « jeunes de rue » intimident les autres jeunes de leur quartier et s'approprient temporairement les lieux. Ils se connaissent tous et s'attribuent des surnoms. « *Nous sommes les jeunes de la cité* » disent-ils, alors même qu'ils ne représentent qu'environ 10% de la jeunesse locale de sexe masculin<sup>5</sup>. L'occultation des 90% restants (et de la quasi-totalité des filles) ne leur pose aucun problème. Ils sont « *les jeunes de la cité* » du simple fait qu'ils sont les seuls jeunes à utiliser les rues de leur quartier comme un lieu de vie et non simplement comme un lieu de passage. Voilà pourquoi nous les appellerons des « jeunes de rue » et non des « jeunes de cité » (ou « de banlieue »), une catégorie du sens commun avec laquelle nous préférons rompre. Les autres jeunes de leur cité constituent une majorité silencieuse et invisible, comme l'explique Mamadou, 16 ans, lorsque je lui fais remarquer que les « *jeunes de la cité* » autoproclamés ne représentent qu'une petite minorité de la jeunesse locale :

*« Ok mais y'a que nous ! J'sais pas, tu vois qui d'autres maintenant autour de toi. Les autres jeunes sont chez eux, ils sont pas dans le mouv' (le mouvement). Ils ont pas de potes dans*

---

<sup>5</sup> Les « jeunes » de rue peuvent être des enfants, des préadolescents, des adolescents ou de jeunes adultes. Nous employons le terme de « jeunes » par commodité, la notion de « jeunesse » étant la plus à même d'englober ces différentes classes d'âges.

*la cité. Ils font que passer. Ils ont peur de la cité. Et ça serait une cité dortoir ici sans nous. Tu comprends ? C'est nous les jeunes de la cité. »*

Pour la plupart des résidents, les « jeunes de rue » devraient être ailleurs que dans la rue. La norme veut qu'un jeune passe son temps à l'école, au travail, dans des lieux dédiés aux loisirs ou bien qu'il reste chez lui. « *La rue, c'est chez nous !* » rétorquent les « jeunes de rue ».

## **Conclusion**

Les différentes modalités de fréquentation de l'espace public semblent renvoyer d'abord à un déterminisme socio-économique. Les résidents les plus aisés sont aspirés par leurs obligations professionnelles ou scolaires. Ils ne sont pas dépendants de réseaux de solidarité et/ou de petits trafics locaux. Ayant généralement un appartement à la fois suffisamment vaste et relativement bien équipé et décoré, ils peuvent plus aisément s'y reposer et s'y distraire. Face à ce confort, l'espace public n'a pas beaucoup d'attraits à faire valoir. Pour échapper à la stigmatisation et à la dégradation du quartier (réelle ou fantasmée), ils prévoient un déménagement et/ou s'offrent des « *sorties* ».

Les résidents les plus précaires sont dans la situation inverse, et pour eux les relations de voisinage deviennent primordiales pour ne pas sombrer dans la solitude et le désespoir. Entre ces deux pôles, une gamme de positions existe.

La tendance semble néanmoins être aujourd'hui à l'homogénéisation par le bas. Les discours sur la « paupérisation » de la cité sont légions même si les résidents prennent soin de préciser que leur cité n'est pas « *la pire des cités* »<sup>6</sup>. Des familles très pauvres ont récemment été relogées dans les appartements vacants du quartier (une de ces familles correspond d'ailleurs à celle qu'incriminait Antoine précédemment – cf. les « repliés »), après avoir été délogées de leur ancienne cité par les opérations de déconstruction-réhabilitation du plan Borloo. Ces familles utilisent la rue comme un lieu de vie et non simplement comme un lieu de passage, comme on pouvait s'y attendre. La plupart de leurs fils se sont très vite intégrés au monde des « bandes de jeunes de rue ».

---

<sup>6</sup> Voir par exemple le rapport du Conseil d'analyse économique rendu public le 05/11/03, dont les auteurs (Fitoussi J-P., Eloi L., Maurice J.) soulignent le processus de ghettoïsation qui frappe les quartiers pauvres à travers vingt-cinq ans de chômage de masse et de ségrégation urbaine. Ainsi, le revenu moyen des foyers fiscaux a baissé de 15% en douze ans dans certaines communes telles que Grigny et La Courneuve. Dans les années 1990, la « mixité sociale » devient en conséquence un objectif de l'action publique. Sur cette notion et les discriminations informelles qui en découlent, voir : Tissot, 2005.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

**Farge A.**, 1979. - *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard.

**Flamand J-P.**, 1989. - *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, La Découverte.

**Rubi S.**, 2005. - *Les « Crapuleuses », ces adolescentes déviantes*, Paris, Presses Universitaires de France.

**Sauvadet T.**, 2006. - *Le Capital guerrier : Solidarité et concurrence entre jeunes de cité*, Paris, Armand Colin.